

<https://www.pressegauche.org/Une-greve-mystere-pour-faire-bouger-la-table-de-nego-des-pros-de-l-education>



Une grève « mystère » pour faire bouger la table de négociation des pros de l'éducation (FPPE-CSQ)



- Communiqués -
Date de mise en ligne : mercredi 19 mai 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 19 mai 2021 - Devant la colère engendrée, dans le milieu scolaire, par les offres salariales différenciées faites au personnel, plus de 800 professionnelles et professionnels de l'éducation, membres du Syndicat des professionnelles et professionnels de l'éducation de la région de Québec (SPPRÉQ-CSQ), affilié à la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ), prennent à nouveau le chemin des piquets de grève aujourd'hui.

Dans le but d'exprimer leur exaspération grandissante, les professionnelles et les professionnels ferment aujourd'hui des écoles partout au Québec par des lignes de piquetage. La Fédération et ses syndicats ont conservé jusqu'au dernier moment le mystère quant aux endroits précis qui seraient bloqués.

Pour cette deuxième séquence d'une demi-journée de grève sur un mandat total de cinq jours, les professionnelles et les professionnels demandent, entre autres, une meilleure reconnaissance salariale pour tous les acteurs du réseau scolaire, qui sont en majorité des femmes (85 %).

« C'est à contrecœur que les professionnelles et les professionnels se résolvent à faire la grève et à bloquer des écoles aujourd'hui. Ils ont évité de le faire précédemment parce que leur mission quotidienne et leur passion, c'est la réussite des élèves. C'est justement pour obtenir des conditions qui permettront de conserver et d'attirer des collègues professionnels en renfort en éducation qu'ils se battent aujourd'hui. Ils sont épuisés d'être trop peu nombreux à tenir les services aux élèves à bout de bras, et le gouvernement du Québec reste sourd à leur détresse », déplore Chantal Pellerin, présidente du SPPRÉQ-CSQ.

Reconnaissance pour TOUS en éducation

Parce que le réseau de l'éducation est composé majoritairement de femmes, c'est tout son personnel, autant professionnel, de soutien qu'enseignant, qui accuse un important retard salarial quand on le compare à ses homologues de la fonction publique, du parapublic et du privé. Ce retard entraîne de graves problèmes d'attraction et de rétention dans le réseau, dans tous les corps d'emploi, qui contribuent tous à la réussite des élèves et au fonctionnement de l'école.

« En choisissant d'apporter des correctifs salariaux visant seulement le groupe des enseignants, le gouvernement affaiblit le réseau de l'éducation dans son ensemble et crée des tensions dans les équipes de travail. Un profond sentiment d'iniquité se répand, et un vent de désaffection massive souffle sur les rangs du personnel professionnel. En procédant ainsi pour régler le problème de pénurie, le gouvernement en crée un autre chez les professionnels, et elle a des conséquences tout aussi dévastatrices pour les élèves. Soyons clairs : les enseignantes et les enseignants méritent leur augmentation de salaire. Soyons encore plus clairs : les professionnelles et les professionnels ne méritent pas moins », soutient Sophie Massé, vice-présidente de la FPPE-CSQ.

Rappelons qu'un sondage réalisé à l'hiver révélait que le tiers des professionnelles et professionnels songe à quitter le réseau scolaire pour une autre raison que la retraite, majoritairement vers le secteur privé.

« Si la tendance se maintient, les parents du Québec devront payer pour les services professionnels qui doivent normalement leur être fournis par l'école, selon la loi. Cela laissera de côté des milliers d'élèves dont les parents devront faire le choix déchirant soit de faire l'épicerie, soit de payer les services dont leur enfant a besoin. Et ça, c'est

inacceptable », soutient Chantal Pellerin.

Une urgence de régler qui ne se rend pas jusqu'aux tables

Le gouvernement Legault signifiait, il y a deux semaines, dans une opération médiatique spectacle, son intention de régler très rapidement les négociations du secteur public.

« Il semble que les négociateurs aux tables en éducation n'aient pas eu le mémo. Ils n'ont actuellement rien offert de majeur et de satisfaisant aux professionnelles et aux professionnels. L'urgence de régler doit se traduire aux tables de négociation par des mandats et des gestes concrets de reconnaissance de l'expertise des pros, d'amélioration de la conciliation travail-famille et de réduction de la précarité des pros. Pour l'instant, l'urgence, on ne la sent pas », se désole Chantal Pellerin.